Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 304/1
22 AVR. 1949
Transmis à M. bureau
Overgemaakt aan de H. coordination

C.E. - R.S.
Entrée Sortie
2 2 AVR. 1949
No
COORD.

L.304/1
YB.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 8 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent déterminant les modalités générales d'application de l'arrêté-loi du 28 février 1947 étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au rééquipement ménager, a donné en sa séance du 13 avril 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 8e April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot vaststelling van de algemene toepassingsmodaliteiten van de besluitwet van 28 Februari 1947 houdende uitbreiding van het genot der hulp voor huishoudelijke heruitrusting tot de landbouwarbeiders, heeft ter zitting van 13 April 1949 het volgend advies gegeven:

A l'article 4, les mots "Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles" qui figuraient à l'article 5 du projet précédent ont été remplacés par les mots "Comité paritaire national de l'Agriculture"; la raison en est vraisemblablement que la Commission paritaire nationale quoique prévue dans l'arrêté royal du 27 juillet 1946 n'a pas encore été constituée et que dès lors l'ancien Comité paritaire national de l'Agriculture existerait toujours.

Lors de la constitution de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles , il y aura lieu de lui transférer les attributions qui sont conférées par le présent projet au Comité paritaire national de l'Agriculture.

*

* *

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose quelques modifications de forme contenues dans le texte ci-après :

Arrêté du Régent déterminant les modalités générales d'application de l'arrêté-loi du 28 février 1947 étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au réquipement ménager.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 15 novembre 1945 instituant un fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs ;

Vu l'arrêté du Régent du 22 janvier 1946 fixant le taux et les conditions de perception de la cotisation due au fonds national,d'aide au réquipement ménager des travailleurs ;

Vu l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 déterminant les modalités générales d'application de l'arrêté-loi du 15 novembre 1945 précité ;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946, relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs des entreprises agricoles, modifié par l'arrêté du Régent du 15 août 1947;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1946 fixant les taux forfaitaires de rémunération sur base desquels sont calculées les cotisations prévues à l'article 5 de l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946 précité ;

Vu l'arrêté-loi du 28 février 1947 étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au réquipement ménager, notamment l'article 2 ;

Vu la loi du 20 janvier 1949 augmentant le montant des emprunts à contracter par le fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont admis au bénéfice de l'aide au réquipement ménager :

1° les travailleurs agricoles qui à la date du 15 avril 1948 étaient engagés dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée, y compris les travailleurs agricoles qui bénéficiaient des indemnités journalières résultant de l'application de la législation en matière d'accidents du travail et dont le contrat de travail ou d'emploi n'était que suspendu à cette date ;

2° pour autant que, au moment où ils ont dû quitter leur emploi, ils étaient engagés dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée ;

.../...

a) les travailleurs agricoles qui, à la date du 15 avril 1948, se trouvaient sous les armes en qualité de miliciens ou de militaires rappelés et dont le contrat de travail ou d'emploi n'était que suspendu à cette date ;

b) les travailleurs agricoles qui, en raison de leur état de santé résultant soit de leur emprisonnement par l'ennemi ou de leur déportation, soit d'un accident dû à un fait de guerre, étaient encore incapables de travailler à la date du 15 avril 1948 et dont le contrat de travail ou d'emploi n'était que suspendu à cette date ;

3° les travailleurs agricoles qui, tout en ne satisfaisant pas à la date du 15 avril 1948 aux conditions prévues par le présent arrêté, étaient engagés dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée à la fois avant le 15 avril 1948 et à la date du 12 mai 1948.

Artiole 2.-

En vue de bénéficier des dispositions du présent arrêté:

a) les travailleurs visés au 1° ci-dessus doivent s'adresser à l'employeur envers lequel ils étaient engagés à la date du 15 avril 1948, dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée ;

b) les travailleurs visés au 2° ci-dessus doivent s'adresser à l'employeur envers lequel ils étaient engagés, au moment où ils ont dû quitter leur emploi, dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée ;

c) les travailleurs visés au 3° ci-dessus doivent s'adresser à l'employeur envers lequel ils étaient engagés, à la date du 12 mai 1948, dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi de durée indéterminée.

Les employeurs doivent demander les documents nécessaires à l'accomplissement des formalités administratives à la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés.

.../...

Dès qu'ils sont en possession des demandes de leurs travailleurs, les employeurs transmettent à la caisse de compensation les documents qu'ils sont tenus d'établir selon les instructions élaborées par le fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs.

La caisse leur délivrera les bons de réquipement revenant aux ayants-droit.

Pour dédommager les caisses des dépenses administratives résultant de ces opérations, le fonds versera à chacune d'elles une indemnité qu'il fixera forfaitairement après les avoir entendues.

Article 3.-

Les travailleurs qui auraient déjà obtenu, à un autre titre, des bons de réquipement ménager ou une allocation exceptionnelle tenant lieu de réquipement ménager, ne sont pas admis au bénéfice du présent arrêté.

Article 4.-

Il est mis à charge des employeurs agricoles une cotisation fixée à 1,5 p.c. du montant des salaires sur base desquels sont calculées les cotisations dues par eux à l'Office national de sécurité sociale, en application des articles 4 et 5 de l'arrêté du Régent du 5 novembre 1946, modifié par l'arrêté du Régent du 15 août 1947.

Cette cotisation doit être versée pour la première fois à l'Office national de sécurité sociale, en même temps et dans les mêmes conditions que la cotisation de sécurité sociale pour le deuxième trimestre 1949. L'Office en transfère le produit au fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs.

Le payement de cette cotisation par les employeurs agricoles se poursuivra pendant treize trimestres après que les employeurs soumis à cotisation depuis le premier trimestre 1946 auront effectué leur dernier versement.

.../...

Article 5.-

En vue de l'application du présent arrêté, le Comité paritaire national de l'agriculture apportera son concours au fonds national d'aide au réquipement ménager des travailleurs.

Article 6.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le

PAR LE REGENT :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de l'Agriculture,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

In artikel 4 zijn de woorden "Nationaal Paritair Comité voor de Landbouwondernemingen", die in artikel 5 van het voorgaande ontwerp voorkwamen, vervangen geworden door de woorden "Nationaal Paritair Comité van de Landbouw"; wellicht werd zulks gedaan omdat het Nationaal Paritair Comité, ofschoon het bij het koninklijk besluit van 27 Juli 1946 was voorzien, tot dusver niet werd opgericht, zodat het voormalige Nationaal Paritair Comité van de Landbouw nog steeds zou bestaan.

Bij de oprichting van het Nationaal Paritair Comité voor de Landbouwondernemingen zal hieraan de bevoegdheid moeten worden overgedragen, die het huidige ontwerp aan het Nationaal Paritair Comité van de Landbouw verleent.

*

* *

Voor het overige stelt de Raad van State enkele wijzigingen voor, die de vorm betreffen en waarmee de onderstaande tekst rekening houdt:

Besluit van de Regent tot vaststelling van de algemene toepassingsmodaliteiten van de besluitwet van 28 Februari 1947 houdende uitbreiding van het genot der hulp voor huishoudelijke heruitrusting tot de landbouwarbeiders.

- - - - - - - -

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 15 November 1945 houdende instelling van een Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 22 Januari 1946, tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden van inning der aan het Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers verschuldigde bijdrage;

Gelet op het besluit van de Regent van 8 Juli 1946, tot vaststelling van de algemene toepassingsmodaliteiten van de voornoemde besluitwet van 15 November 1945;

Gelet op het besluit van de Regent van 5 November 1946 tot toepassing der besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de werkgevers en werknemers der landbouwondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 15 Augustus 1947;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 December 1946 tot vaststelling der forfaitaire bedragen van bezoldiging op grond waarvan de bijdrage berekend werden voorzien bij artikel 5 van voornoemd besluit van de Regent van 5 November 1946;

Gelet op de besluitwet van 28 Februari 1947 tot uitbreiding van het voordeel der hulp voor huishoudelijke heruitrusting tot de landbouwarbeiders, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 20 Januari 1949 tot verhoging van het bedrag der leningen aan te gaan door het Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, van de Minister van Landbouw en van de Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

Worden toegelaten tot het genot van de hulp voor huishoudelijke heruitrusting;

1° de landbouwarbeiders, die op 15 April 1948 door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur waren verbonden, met inbegrip van de landbouwarbeiders, die dagelijkse vergoedingen ontvingen ingevolge de toepassing van de wetgeving inzake arbeidsongevallen en wier arbeids- of dienstcontract op die datum slechts geschorst was;

2° op voorwaarde dat zij, op het ogenblik waarop zij genoodzaakt waren hun betrekking op te geven, door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur verbonden waren;

a) de landbouwarbeiders, die op 15 April 1948 als milicien of heropgeroepen militair onder de wapens waren en wier arbeids- of dienstcontract op die datum slechts geschorst was;

b) de landbouwarbeiders, die wegens hun gezondheidstoestand, voortvloeiend hetzij uit hun gevangenzetting door de vijand of hun deportatie, hetzij uit een ongeval ingevolge oorlogshandelingen, op 15 April 1948 nog werkonbekwaam waren en wier arbeids- of dienstcontract op die datum slechts geschorst was.

3° de landbouwarbeiders, die op 15 April 1948 niet beantwoordden aan de in dit besluit gestelde voorwaarden, maar tegelijk vóór 15 April 1948 en op 12 Mei 1948 door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur verbonden waren.

Artikel 2.-

Ten einde het genot te hebben van de bepalingen van dit besluit:

.../...

a) moeten de onder 1° hierboven bedoelde werknemers zich wenden tot de werkgever met wie zij op 15 April 1948 door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur verbonden waren;

b) moeten de onder 2° hierboven bedoelde werknemers zich wenden tot de werkgever met wie zij op het ogenblik, waarop zij genoodzaakt waren hun betrekking op te geven door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur verbonden waren;

c) moeten de onder 3° hierboven bedoelde werknemers zich wenden tot de werkgever met wie zij op 12 Mei 1948 door een arbeids- of dienstcontract voor onbepaalde duur verbonden waren.

De werkgevers moeten de voor het vervullen der administratieve formaliteiten nodige documenten aanvragen bij de Compensatiekas voor gezinsvergoedingen waarbij zij aangesloten zijn.

Eenmaal in het bezit van de aanvragen van hun werknemers, maken de werkgevers aan de Compensatiekas de documenten over, die zij volgens de door het Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers uitgewerkte onderrichtingen dienen aan te leggen.

De kas zal hun de aan de rechthebbenden toekomende heruitrustingsbons afleveren.

Ten einde de Compensatiekassen schadeloos te stellen voor de administratieve uitgaven, die uit deze verrichtingen voortvloeien, zal het Fonds aan elke van die kassen een vergoeding uitkeren, die het, na hen gehoord te hebben, forfaitair zal vaststellen.

Artikel 3.-

De werknemers die reeds om enige andere reden heruitrustingsbons of een tot huishoudelijke heruitrusting

.../...

dienende extra-toelage zouden verkregen hebben, worden niet tot het genot van dit besluit toegelaten.

Artikel 4.-

Er wordt de landbouwwerkgevers een bijdrage opgelegd, vastgesteld op 1,5 t.h. van het bedrag der lonen die als basis genomen worden voor de berekening van de bijdragen welke zij, bij toepassing van de artikelen 4 en 5 van het besluit van de Regent van 5 November 1946, gewijzigd door het besluit van de Regent van 15 Augustus 1947, aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid verschuldigd zijn.

Deze bijdrage moet voor de eerste maal aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid gestort worden terzelfdertijd en in dezelfde voorwaarden als de bijdrage voor maatschappelijke zekerheid voor het tweede kwartaal 1949. De Rijksdienst maakt de opbrengst hiervan over aan het Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers.

De landbouwwerkgevers moeten deze bijdrage blijven storten gedurende de dertien kwartalen die volgen op het kwartaal waarvoor de werkgevers, die sinds het eerste kwartaal 1946 dezelfde bijdrage dienen te storten, hun laatste storting zullen verricht hebben.

Artikel 5.-

Tot de toepassing van dit besluit zal het Nationaal Paritair Comité van de Landbouw aan het Nationaal Hulpfonds voor de huishoudelijke heruitrusting der werknemers zijn medewerking verlenen.

Artikel 6.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de Minister van Landbouw en de Minister van Financiën, worden,

.../...

elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

De Minister van Landbouw,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,